



V. Riches-Flores

Retrouvez nous sur :  
[www.richesflores.com](http://www.richesflores.com)

20 juin 2014

## Révolution culturelle au FMI ?

Passée presque inaperçue, la recommandation d'une hausse du salaire minimum faite aux responsables américains par le FMI à l'occasion de la révision à la baisse cette semaine de sa prévision de croissance 2014 est, pourtant, intrigante. Il n'est guère dans la tradition de l'institution new-yorkaise, en effet, d'appeler à une hausse des salaires pour améliorer les perspectives économiques d'un pays quel qu'il soit. Sept ans après le début de la crise économique, cette proposition est-elle révélatrice d'une prise de conscience que les politiques jusqu'alors pratiquées ont échoué et qu'il faut passer à autre chose ? Plusieurs indices pourraient le suggérer, à en juger par les prises de positions et publications de ces derniers mois. La recommandation aux Américains mériterait alors plus d'attention qu'on ne lui en a donnée jusqu'à présent.

### Relever le salaire minimum pour endiguer la montée de la pauvreté et donner plus de solidité à la reprise de l'économie américaine

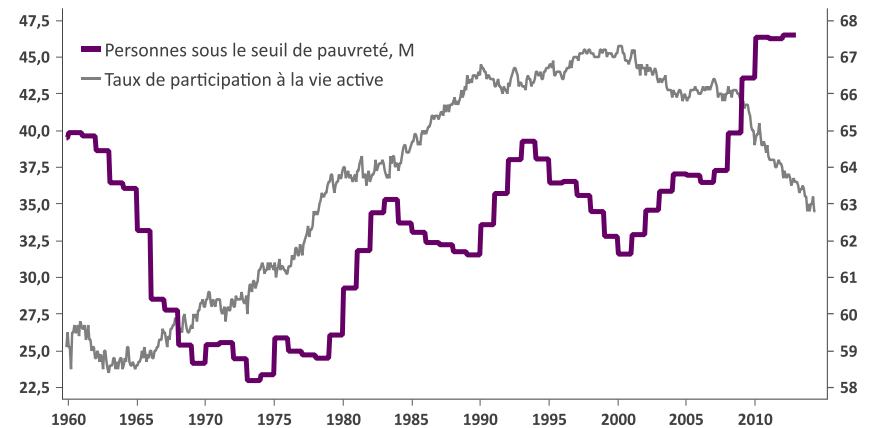
Un tel changement, déjà défendu par le Président Obama, aurait plusieurs effets potentiellement bénéfiques pour l'économie américaine, parmi lesquels, comme avancé par le FMI : un coup de frein à la montée de la pauvreté, source d'exclusion, d'érosion du potentiel de croissance et de coût pour l'État et les collectivités locales, en même temps qu'un coup de pouce à l'allègement du taux d'endettement des ménages dont le niveau encore trop élevé grève la reprise, notamment immobilière.

Mais c'est surtout par l'écho que pourrait avoir une telle orientation de la politique américaine sur la scène internationale que la proposition est intéressante. Un passage à l'acte aux États-Unis serait en effet à même de préparer le terrain à une certaine ouverture des esprits à un sujet encore très largement tabou, susceptible de concerner un nombre bien plus important de pays.

Difficile de considérer, surtout vu d'Europe aujourd'hui, que la réalité sociale américaine soit à ce point particulière qu'elle justifie une recette spécifique, contraire à ce qui est généralement recommandé de ce côté-ci de l'Atlantique quand Eurostat estime à 77 millions le nombre d'individus en situation de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en zone euro en 2012.

Difficile également de considérer qu'une politique plus agressive de reflation, jugée nécessaire dans le cas américain, ne le soit pas dans celui de la zone euro alors que cette dernière est aujourd'hui la plus concernée par la menace déflationniste. Ajoutons qu'une tentative de reflation, uniquement américaine qui aurait, selon toute vraisemblance, pour effet mécanique d'affaiblir le cours du dollar et donc de renforcer les pressions déflationnistes en zone euro, n'aurait guère de sens au niveau global.

### Pauvreté et taux de participation aux États-Unis



Sources : RichesFlores Research, Macrobond

### Dérapiage fortuit ou à revirement tactique ?

Ces raisons suscitent à l'évidence l'interrogation sur la lecture à avoir du message adressé par le FMI aux responsables américains. L'institution internationale a changé de cap à plusieurs reprises ces dernières années dans son appréhension des réponses à apporter à la crise. Le virage le plus spectaculaire remonte à l'hiver 2012, quand elle reconnut son « erreur » d'estimation du multiplicateur budgétaire, mettant en exergue l'inefficacité économique des politiques d'austérité prônées depuis 2010 et sonnante, de facto, l'arrêt de telles pratiques.

Depuis, nombreuses ont été ses publications sur le coût social de la crise, les dangers assortis à la montée des inégalités et de la pauvreté et la responsabilité des politiques trop agressives de baisse des dépenses publiques dans ce phénomène.

Une analyse sur le rendement fiscal des différentes taxes récemment publiée a plus particulièrement attiré notre attention. Dans ce papier « *Tax buoyancy in OECD countries* », les auteurs mettent en particulier en évidence le haut rendement de la fiscalité sur les entreprises en comparaison des autres taxes, suggérant que celle-ci pourrait être le meilleur moyen d'alimenter les ressources budgétaires en période de croissance...

L'histoire dira s'il s'agit d'un premier pas en direction d'un changement plus radical de la stratégie du FMI visant un rééquilibrage du partage de la valeur ajoutée, un sujet qui s'impose de plus en plus souvent à l'esprit de nombreux spécialistes comme la seule véritable réponse à la crise du monde développé.

Véronique Riches-Flores  
[contact@richesflores.com](mailto:contact@richesflores.com)

La Société RichesFlores Research élabore des diagnostics économiques et financiers. Elle produit des analyses et prévisions économiques internationales ainsi qu'une recherche transversale sur les développements de l'économie mondiale à court, moyen et long termes. **Organisme de R&D agréé par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, RichesFlores Research est éligible au CIR (Crédit d'Impôt Recherche).**

RichesFlores Research est une entreprise totalement indépendante et transparente, dotée des bases de données et des moyens d'information nécessaires à la préservation de son indépendance et de son impartialité. Cette indépendance est protégée par le fait que RichesFlores Research n'est prestataire d'aucun service d'investissement ou de vente de produits financiers susceptibles d'influencer ses conclusions, recommandations ou conseils.

Ce document est donné à titre d'information. Il ne constitue ni une offre commerciale ni une incitation à investir. Il est strictement confidentiel et établi à l'attention exclusive de ses destinataires. Il ne saurait être transmis à quiconque sans l'accord préalable écrit de RichesFlores Research.

Cette recherche comme son contenu sont la propriété exclusive de RichesFlores Research et ne sauraient être reproduits sans accord préalable et sans spécification de sa source datée.

La recherche, les conclusions, les données et les diagnostics contenus dans ce document n'engagent pas la responsabilité de RichesFlores Research.

Contenu non-contractuel ne constituant ni une offre de vente ni un conseil d'investissement.

Véronique Riches-Flores, [contact@richesflores.com](mailto:contact@richesflores.com)